Candidature François ROUET, Ligue Communiste Révolutionnaire

Suppléant : J.-Claude NOLLA

COMITES COMMUNISTES POUR L'AUTOGESTION

Pour le SOCIALISME, pour vivre, travailler et décider au Pays, le POUVOIR aux TRAVAILLEURS

La hantise du licenciement, des accidents du travail, de la maladie, des impôts trop lourds. Le cauchemard du chômage, la crainte de devoir s'endetter un peu plus au Crédit Agricole ou abandonner le travail de la terre.

Les femmes opprimées, confinées aux travaux ménagers, interdites d'emploi et d'indépendance, trop souvent méprisées, victimes d'agressions et de viols.

Les jeunes étouffés à l'école, à l'usine, à l'armée, écœurés par cette société sans fraternité, sans idéal, condamnés à la rivalité et à la course au fric.

Les travailleurs immigrés, surexploités sans aucun droits politiques et soumis à la menace de l'expulsion.

Les handicapés, les malades, les vieux : isolés, oubliés.

Toute la population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir et sans droit de regard sur la production, les conditions de travail et le cadre de vie.

Dans ce pays qui a crié si fort le 29 avril 76 son envie de vivre et de décider lui-même son avenir, un peuple tout entier opprimé, exproprié de ses richesses naturelles et culturelles.

Cette grande misère, c'est ce que la droite appelle « le bon choix ».

Au 1er tour vous ne lui donnerez pas une voix. Au second tour vous voterez, sans marchandage, pour le

candidat le mieux placé du P.C. ou du P.S. Car si ces élections ne peuvent pas changer la vie, elles peuvent permettre de chasser la droite : c'est une occasion à ne pas manquer et qu'on a trop attendu depuis vingt ans.

AU 1er TOUR, VOUS VOTEREZ POUR VOS REVEN-DICATIONS, CONTRE TOUTE AUSTERITE, CONTRE LES FAUSSES DIVISIONS ET LES VRAIES COMPROMIS-SIONS, POUR L'UNITE DES OUVRIERS, POUR L'UNITE DE TRAVAILLEURS DE LA VILLE ET DE LA VIGNE.

Allez-vous cautionner Mitterrand qui explique qu'il faut « gérer la crise », que « les travailleurs devront encore consentir à des sacrifices » et qui fait cadeau déjà de 27 milliards aux patrons pour « compenser » la fixation du SMIC à 2400 francs ?

Croirez-vous à l'intransigeance de Marchais qui attaque violemment le P.S. mais ne dit pas un mot sur l'Espagne et l'Italie où les P.C. soutiennent activement les politiques d'austérité ?

Mitterrand et Marchais ont promis tous les deux le SMIC à 2400 francs, mais ils ont refusé de s'engager sur l'échelle mobile des salaires et des retraites. Ils promettent de diminuer progressivement le chômage mais ne s'engagent pas à réduire immédiatement la semaine de travail à 35 heures, ce qui voudrait dire du travail pour tous et toutes et un peu de temps pour vivre.

Enfin le P.S. et le P.C. s'accusent mutuellement de vouloir collaborer avec la droite et de tourner chacun le dos au socialisme. Chacun dit que c'est faux. Mais le P.S., dans la circonscription de Sète-Pézenas s'est effacé de lui-même devant un radical dit « de gauche », champion de la « liberté d'entreprendre » (c'est-à-dire de la liberté d'exploiter) et qui n'aura pas dit un mot dans toute cette campagne au sujet des revendications des travailleurs. Ailleurs le P.C. s'est retiré sans condition devant quelques généraux et gaullistes dits « de progrès » et qui pendant 20 ans n'ont cessé de porter des coups aux travailleurs.

En réalité Mitterrand et Marchais ne cessent de se quereller mais ils sont d'accords pour garder Giscard en lui laissant l'essentiel des pouvoirs que lui confère la Constitution de 58, née d'un coup d'Etat gaulliste.

ALORS, LE 12 MARS VOUS VOTEREZ POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT.

Auourd'hui les travailleuses et les travailleurs n'ont aucun pouvoir de décision à l'usine, dans la cité, dans la région. Changer la vie, c'est conquérir ce pouvoir.

Or, comment la vie peut-elle changer pour les femmes si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière de salaires, d'emploi, de formation, si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité si l'avortement n'est pas réellement libre et gratuit ?

Comment la vie peut-elle changer pour les soldats si le service militaire n'est pas réduit à 6 mois, si les transports ne sont pas gratuits, s'ils n'ont pas de droits démocratiques en particulier le droit d'organisation syndicale ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs s'ils n'ont pas un droit de véto sur les licenciements, les cadences, l'hygiène et la sécurité ?

Comment la vie peut-elle changer pour les viticulteurs si ne leur est pas garanti un revenu minimum, s'ils sont soumis au dictat du négoce qu'il faudrait nationaliser?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés et le racisme disparaître, s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques que les travailleurs français ?

Comment la vie peut-elle changer pour les jeunes si la formation n'est pas gratuite et unique jusqu'à 18 ans, si leur indépendance matérielle n'est pas assurée et si leur droit à des activités sociales et culturelles autonomes n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer si nous n'avons pas les moyens de contrôler la pollution, de faire respecter les équilibres écologiques, de contrôler les investissements et les projets du cadre de vie.

Bref, comment la vie peut-elle changer si on ne peut pas vivre et décider au pays, si l'on n'élit pas tout de suite une assemblée régionale au suffrage universel direct et à la proportionnelle, avec un droit de s'opposer à tout ce qui met en cause l'emploi, le mode et le cadre de vie des travailleurs de la région ? Et cette assemblée sera-t-elle différente des actuelles assemblées bidons, si ses élus ne sont pas constamment révocables par les cantons, s'ils peuvent continuer à cumuler les mandats ?

Comment la situation changera si nous n'avons pas une assemblée souveraine et unique, exprimant les volontés des travailleurs, si nous conservons le Comité Economique et Social, le Préfet, la Mission régionale et la DATAR ? Comment la vie peut-elle changer si nous laissons les notables de gauche de concert avec le pouvoir, déménager le pays, saccager le littoral, « touristifier » l'arrière-pays, faire de l'Occitanie le bronze-cul de l'Europe ; si nous nous contentons d'une simple décentralisation, si l'assemblée régionale ne peut s'opposer à la création de sites nuclétaires qui seraient « hors de sa compétence et d'intérêt national » ?

La vie changera-t-elle si les militants de la langue et de la culture occitane, si le jeune théâtre régional n'ont pas les moyens de travailler au pays ?

Quel changement si l'on ne reconnait pas la nécessité de l'autonomie socialiste et le droit d'autodétermination pour les TOM-DOM comme pour tous les pays opprimés de l'hexagone ?

Ces questions, si vous les avez posées au P.S. et au P.C., auront reçu des réponses négatives ou pas de réponses du tout. P.S. et P.C. ont polémiqué sur les filiales, mais dans tous les cas 85 % de la production échappera au secteur public, c'est-à-dire que l'économie sera toujours régie par le marché et le profit. Au contraire pour sortir de la crise du capitalisme, il faut s'appuyer sur l'initiative et le contrôle des travailleurs, nationaliser sans indemnités pour les riches tous les secteurs clés de l'économie.

C'est une telle politique qui s'oppose dès aujourd'hui aux plans d'austérité, demain aux manœuvres de patrons et ouvre la voie à la planification démocratique de la production par les travailleurs eux-mêmes pour marcher vers l'autogestion socialiste et l'autonomie socialiste des pays. C'est sur ces mesures concrètes que devraient s'engager le P.C. et le P.S. pour constituer un gouvernement rompant avec Giscard et sa Constitution.

LE 12 MARS, VOTEZ REVOLUTIONNAIRE, VOTEZ POUR LE SOCIALISME, POUR VIVRE ET DECIDER AU PAYS, POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS. VOTEZ :

François ROUET, 24 ans, qui exerce la profession d'éducateur, membre de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

Et son suppléant : Jean-Claude NOLLA, 24 ans, postier vacataire à Montpellier, membre des Comités Communistes pour l'Autogestion.

Candidats soutenus par la L.C.R., les C.C.A., l'O.C.T.

VU, le Candidat.